

Paris, le 26 juin 2013

## Dossier de presse

### Installation du nouveau conseil consultatif des Terres australes et antarctiques françaises



#### Contact presse

Terres australes et antarctiques françaises

Nelly GRAVIER, chargée de communication

Tél. 0262 96 78 57 – 06 92 76 14 86

[nelly.gravier@taaf.fr](mailto:nelly.gravier@taaf.fr)

## 1- Les TAAF

Collectivité d'outre-mer atypique créée par la loi n° 55-1052 du 6 août 1955, conformément aux dispositions de l'article 72-3 de la constitution du 4 octobre 1958, les Terres australes et antarctiques françaises (ou TAAF) sont constituées de plusieurs archipels situés dans l'hémisphère sud et d'une portion du continent Antarctique. En l'absence d'habitants, et donc d'électeurs, la collectivité fait l'objet d'une administration directe par l'Etat, qui nomme un préfet, administrateur supérieur du territoire basé sur l'île de La Réunion. Dotées de l'autonomie administrative et financière, les TAAF sont compétentes pour émettre leurs propres timbres, lever l'impôt ou encore exercer une compétence en matière douanière.

Aux 4 districts qui composaient originellement les TAAF, archipel de Kerguelen, archipel de Crozet, îles de Saint-Paul et Amsterdam, Terre Adélie, ont été ajoutées les îles Eparses qui constituent depuis 2007 le 5<sup>ème</sup> district des TAAF.

Situées sous l'équateur autour de Madagascar, ces petites îles subtropicales (îles de Tromelin, d'Europa, de Juan de Nova, archipel des Glorieuses, atoll de Bassas da India) accueillent des détachements militaires et des gendarmes chargés d'assurer la souveraineté de la France, ainsi que des chercheurs et des missions météo.

Bien plus au sud dans l'Océan indien se trouvent l'île Saint-Paul, inhabitée, et l'île d'Amsterdam, sur laquelle est installée une base scientifique permanente [Martin de Viviès].

Passés les 40<sup>èmes</sup> rugissants, l'archipel de Crozet, lui aussi à l'extrême sud de l'Océan indien, se compose de cinq îles volcaniques. L'une d'entre-elles, l'île de la Possession, accueille la base scientifique Alfred Faure.

Encore plus au sud, à hauteur des 50<sup>èmes</sup> hurlants et à seulement 2000 kilomètres des côtes de l'Antarctique, se situe l'archipel des Kerguelen. Grand comme la Corse, cet ensemble d'îles très découpées accueille la base scientifique de Port-aux-Français.

La France dispose également d'une base en Antarctique. A la même longitude que l'Australie, elle se trouve dans une portion du continent nommée Terre Adélie [base Dumont d'Urville].

La dispersion latitudinale de ces territoires permet à la France d'exercer sa souveraineté sur une large partie de l'hémisphère sud allant de seulement 11° de latitude sud jusqu'à l'extrémité du Pôle Sud, de disposer d'une Zone Economique Exclusive de premier ordre (la seconde après la Polynésie) et d'offrir à la communauté scientifique, nationale et internationale, un gradient d'observation unique au monde couvrant 80% de l'hémisphère sud.

En tout, ce sont près de 120 personnes qui séjournent chaque année dans les terres australes et en terre Adélie pendant l'hiver austral, et plus de 300 personnes pendant les quelques mois de l'été entre décembre et mars. Il s'agit principalement de personnels scientifiques et techniques.

La collectivité des TAAF est également depuis 2006 l'organisme gestionnaire de la réserve naturelle nationale des Terres australes françaises, plus grande réserve de France composée de parties terrestres et maritimes des archipels de Crozet, de Saint-Paul et Amsterdam et de Kerguelen. Cette responsabilité récente impose aux TAAF un devoir d'exemplarité en matière de protection et de préservation de l'environnement et de la biodiversité.

## 2- Qu'est-ce que le conseil consultatif

Le préfet administrateur supérieur nommé par le Président de la République est à la fois le représentant de l'État dans la circonscription administrative et l'exécutif de la collectivité.

En tant que représentant de l'Etat, le préfet est le dépositaire de l'autorité de l'Etat, il représente le Gouvernement dont il reçoit les instructions par l'intermédiaire du ministre chargé de l'Outre-mer. Il a la charge des intérêts nationaux et du respect des lois, dirige l'action des services de l'État, assure le maintien de l'ordre public, de la sécurité et de la protection des personnes, concourt au respect des libertés publiques et des droits individuels et collectifs et représente l'État en justice.

En tant que représentant du territoire, l'administrateur supérieur veille sur les intérêts généraux de la collectivité, représente les TAAF en justice, prend tout acte et toute mesure individuelle relevant de sa compétence et peut adapter les décrets et les arrêtés ministériels aux particularités du territoire.

Dans cette responsabilité particulière, il est assisté par un conseil consultatif dans un rôle qui s'apparente à celui d'une instance délibérante locale. Des différents organes qui assistent l'administrateur supérieur, le conseil consultatif est le plus ancien car il a été mis en place dès l'origine par la loi du 6 août 1955. Il comprend désormais 13 membres, qui ont chacun un suppléant, et se réunit au moins deux fois par an selon les termes du décret n° 2008-919 du 11 septembre 2008 pris pour l'application du statut des Terres australes et antarctiques françaises.

Le conseil est obligatoirement consulté sur les questions se rapportant à la gestion économique, financière et fiscale du territoire. Il est consulté sur le projet de budget du territoire, il est informé des projets de programmes scientifiques dans les TAAF et il peut être saisi en tant que de besoin par le ministre chargé de l'Outre-mer ou par l'administrateur supérieur sur toutes les questions intéressant le territoire.

Issues d'horizons très divers dépassant largement le cadre de l'administration publique, les personnalités qui siègent au conseil forment un réservoir de compétences et d'expertises variées pour l'administrateur supérieur et son administration, bien utile à cette collectivité territoriale spécifique, très isolée et disposant d'effectifs peu nombreux.

En pratique, le conseil se réunit généralement trois fois par an et émet un avis sur les projets qui lui sont présentés, qui sont ensuite transmis par son président avec le procès-verbal au ministre chargé de l'Outre-mer. S'il n'est qu'un organe consultatif, sans pouvoir délibératif réel, il ne joue pas pour autant un simple rôle de chambre d'enregistrement. Au contraire, les débats et les questions en séance enrichissent largement l'avis qu'il émet, et permettent d'appeler l'attention du ministre sur les difficultés ou les risques à venir pour la collectivité. Il joue en outre le rôle de comité consultatif de la réserve naturelle des terres australes françaises auprès de la collectivité des TAAF.

Le mandat du précédent conseil, nommé en 2009, a expiré en ce début d'année 2013. Les membres du nouveau conseil, renouvelé de moitié, sont nommés par l'arrêté du 17 juin 2013 pour 4 ans.

### 3- Composition du nouveau conseil consultatif

#### Parlementaires désignés par les assemblées

##### **Députés :**

Titulaires : M. Patrick LEBRETON - Député de La Réunion

Suppléant : M. Yves CENSI – Député de l'Aveyron

##### **Sénateurs :**

Titulaires : M. Christian COINTAT – Sénateur

Suppléant : M. Jacques BERTHOU - Sénateur de l'Ain

#### Autres membres du conseil consultatif

Le 25 juin 2013

JORF n°0145 du 25 juin 2013

Texte n°50

ARRETE

#### **Arrêté du 17 juin 2013 portant nomination au conseil consultatif des Terres australes et antarctiques françaises**

NOR: OMEO1315672A

*Par arrêté du ministre des outre-mer en date du 17 juin 2013, sont nommées pour quatre ans membres du conseil consultatif des Terres australes et antarctiques françaises les personnalités dont les noms suivent :*

##### 1° En qualité de membres titulaires :

*M. Jean-Pierre CHARPENTIER, contrôleur général des armées, président.*

*Mme Sylvie JOUSSAUME, directrice de recherche au CNRS, vice-présidente.*

*Mme Patricia RICARD, présidente de l'Institut océanographique Paul Ricard.*

*Mme Isabelle AUTISSIER, ingénieur agronome.*

*Mme Pascale JOANNOT, déléguée à l'outre-mer du Muséum national d'histoire naturelle, directrice adjointe des collections.*

*M. Erik ARNOULT-ORSENNA, journaliste et écrivain.*

*M. Pierre BOUSSAROQUE, juriconsulte adjoint à la direction des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères.*

*M. Christophe CHASSANDE, directeur adjoint des pêches maritimes et de l'aquaculture au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.*

*Mme Eva ALIACAR, adjointe au sous-directeur des espaces naturels au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.*

*M. Pierre SEGUIN, contrôleur général des armées au ministère de la défense.*

*M. Yves FRENOT, directeur de recherche au CNRS, directeur de l'Institut Paul-Emile Victor.*

2° En qualité de membres suppléants :

*Mme Françoise GAILL, directrice de recherche au CNRS.*

*M. Philippe KOUBBI, professeur à l'université Paris-VI au Laboratoire d'océanographie de Villefranche-sur-Mer.*

*Mme Marie-Odile MONCHICOURT, journaliste scientifique.*

*M. Pierre JULLIEN, journaliste au Monde et rédacteur en chef du Monde des timbres.*

*M. Guy DUHAMEL, directeur du département des milieux et peuplements aquatiques au Muséum national d'histoire naturelle.*

*Mme Lucia SIMION, médecin, photographe et journaliste scientifique.*

*Mme Agnès VON DER MUHLL, sous-directrice du droit international public au ministère des affaires étrangères.*

*M. Philippe de LAMBERT des GRANGES, sous-directeur des ressources halieutiques au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.*

*Mme Agnès VINCE, sous-directrice du littoral et des milieux marins au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.*

*M. Philippe WEBER, contrôleur général des armées au ministère de la défense.*

*M. Gérard JUGIE, directeur de recherche au CNRS.*

#### **4- Les membres du conseil consultatif**



##### **Isabelle AUTISSIER**

Née en 1956 à Paris, Isabelle AUTISSIER découvre la voile en Bretagne dès l'âge de 6 ans. Après avoir obtenu en 1978 un diplôme d'ingénieur agronome, spécialisation halieutique, à l'École nationale supérieure agronomique de Rennes, elle poursuit en 1980 avec des recherches sur les langoustines et les gros crustacés pour les comptes du CORPECUM puis de l'IFREMER. Elle enseigne à l'École maritime et aquacole de La Rochelle de 1984 à 1990 avant de devenir la première femme navigatrice française à accomplir un tour du monde en compétition, en 1991. Cette réussite la pousse à abandonner l'enseignement pour se consacrer entièrement à la course au large. Isabelle AUTISSIER s'est également tournée vers l'écriture. Après plusieurs récits, essais, ainsi qu'un livret d'opéra, *Homo Loquax*, elle publie en 2009 son premier roman, *Seule la mer s'en souviendra*, l'histoire d'une supercherie en mer inspirée d'un fait réel – l'affaire Crowhurst de 1969. Elle anime chaque été une émission radiophonique, *In Extremis*, sur France Inter. Depuis 1995, elle est membre du conseil consultatif des Terres australes et antarctiques françaises et devient en 2009 présidente de la branche française du World Wide Fund for Nature.



### **Eva ALIACAR**

Eva ALIACAR suit des études en Agronomie et en Sciences en économie de l'environnement avant d'intégrer l'Ecole Nationale du génie Rural des Eaux et des Forêts en 2001. Elle rejoint à l'issue les services du Premier ministre auprès de la mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon de la DATAR. Elle travaille notamment sur les programmes de gestion durable des lagunes et du trait de côte. En 2006, elle devient chef d'un bureau d'administration centrale du ministère de l'agriculture et de la pêche, avant d'être nommée en 2009 adjointe au sous-directeur des espaces naturels de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Agée de 35 ans, elle est aujourd'hui ingénieur en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts.



### **Jacques BERTHOU**

Né en 1940 à Lyon, Jacques BERTHOU a mené une carrière d'ingénieur RTE au cours de laquelle il a été en charge de l'étude et de la conception des ouvrages très haute tension, en France et à l'international. Son engagement dans la vie politique débute en 1983, en qualité de Conseiller Municipal de Miribel, dans l'Ain. Il devient successivement maire de Miribel en 1995, Conseiller Général de l'Ain en 1998, et Premier Vice-président du Conseil Général de l'Ain en 2008. Elu Sénateur (PS) de l'Ain en septembre 2008, il siège notamment au sein de la Commission parlementaire des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées.



### **Pierre BOUSSAROQUE**

Diplômé de l'IEP de Paris et titulaire d'un DEA de droit public, Pierre BOUSSAROQUE intègre la fonction publique en 1991 en qualité d'attaché d'administration au Conseil d'Etat. Une carrière interministérielle le conduit à embrasser des responsabilités diverses, telles que conseiller diplomatique au cabinet du Garde des sceaux, sous-directeur des libertés publiques au ministère de l'intérieur, ou encore directeur-adjoint du cabinet du ministre des affaires étrangères et européennes. Il est nommé directeur-adjoint des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères en 2012.



### **Yves CENSI**

Né en 1964 à Rodez, Yves CENSI mène des études en commerce et relations internationales, qu'il conclut avec un DEA de Sciences Sociales. Après une carrière d'ingénieur conseil, il devient conseiller du Président de la République à l'Élysée en 1998. Elu député (UMP) de la première circonscription de l'Aveyron en 2002, il rédige un rapport pour une politique nationale de développement rural et occupe diverses responsabilités dans le domaine rural et agricole. Auteur de plusieurs propositions de lois, il est réélu député en 2007 puis en 2012. Il est secrétaire de la commission parlementaire des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire et vice-président du groupe d'études Arctique, Antarctique et Terres australes et antarctiques françaises.



### **Jean-Pierre CHARPENTIER-VULLIEZ**

Né en 1945 à Paris, Jean-Pierre CHARPENTIER-VULLIEZ rejoint l'artillerie de marine en 1969 au terme de sa formation à l'Ecole spéciale militaire de St-Cyr. En parallèle de ses affectations successives en métropole ou en outre-mer, il obtient le diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris et obtient un DEA de droit public. Il intègre en 1983 le Contrôle général des armées, corps d'inspection générale du ministère de la Défense, pour le compte duquel il mène de nombreuses missions de contrôle en France, en Europe et dans le monde entier. Il quitte l'institution en 2006, avec le grade de chef de contrôle, équivalent à celui de général de corps d'armée. Il est depuis 1993 le président du conseil consultatif des TAAF dont il connaît très bien les territoires grâce à de nombreux séjours. Il préside également le comité consultatif de la réserve naturelle des Terres australes françaises, et a été élu en 2013 vice-président du conseil de gestion du parc naturel marin des Glorieuses.



### **Christophe CHASSANDE**

Né en 1966, Christophe CHASSANDE devient ingénieur des ponts, des eaux et des forêts après avoir obtenu ses diplômes d'ingénieur agronome et d'ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts. Il commence au sein du ministère en charge de l'écologie et du développement durable une carrière qui le mène à des fonctions de chef du service aménagement de la DDAF Essonne à celles de sous-directeur de la biomasse et de l'environnement de la direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires, en passant par des responsabilités au sein de la direction de l'eau, en cabinet ministériel ou encore à la DDEA du Loir-et-Cher. Il assume depuis 2012 les responsabilités de directeur-adjoint des pêches maritimes et de l'aquaculture au ministère délégué aux transports, à la mer et à la pêche.



### **Christian COINTAT**

Né en 1943 dans le Gard, Christian COINTAT mène une première carrière en qualité d'ingénieur du bois, avant de s'orienter en 1971 vers l'administration européenne, où il devient directeur général du personnel du Parlement Européen en 1998. Délégué des Français du Luxembourg au Conseil Supérieur des Français de l'Etranger de 1983 à 2000, il entre au Sénat en 2001 avant d'être élu en 2004 sénateur représentant les Français établis hors de France. Il est notamment président du groupe d'étude parlementaire sur l'Arctique, l'Antarctique et les Terres australes, ainsi que membre titulaire, au titre du Sénat, du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).



### **Guy DUHAMEL**

Né en 1953, Guy DUHAMEL décroche un doctorat en Océanographie biologique à Paris VI en 1980, tout en travaillant comme ingénieur biologiste auprès des TAAF. Il intègre le CNRS en 1982 en qualité d'attaché de recherche, avant de devenir chargé de recherche puis maître de conférences, sous-directeur au laboratoire d'Ichtyologie générale et appliquée du MNHN. Il occupe depuis 2008 les fonctions de directeur du département milieux et peuplements aquatiques du MNHN, pour le compte duquel il mène de nombreux travaux sur l'écologie et la dynamique des stocks des poissons démersaux et mésopélagiques de l'océan austral et de la partie subtropicale de l'Océan indien sud.



### **Yves FRENOT**

Né en 1958, Yves FRENOT suit au sein de l'École Nationale Supérieure Agronomique de Rennes des études qui le conduisent à effectuer un premier séjour dans les Terres australes françaises (district de Crozet) en 1982-1983 au titre du programme de biologie du sol. Il intègre le CNRS en 1988, où il devient directeur adjoint de la station biologique de Paimpont, puis de l'Institut Polaire Français Paul-Emile Victor en charge des programmes scientifiques et des questions d'environnement. Il prend la direction de l'institut en 2010. La somme de ses missions dans les Terres australes et antarctiques françaises s'élève à 44 mois de travaux entre 1982 et 2004. Sa grande connaissance de l'environnement polaire vaut à ce directeur de recherche de 1<sup>ère</sup> classe d'être élu en 2010 président du comité pour la protection de l'environnement du Traité sur l'Antarctique.



### **François GAILL**

Née en 1948 à Paris, Françoise GAILL a intégré le CNRS en 1973, après une formation de troisième cycle en biologie animale. Elle a travaillé dans différents laboratoires, dont la station biologique de Roscoff de 1993 à 1998. Tout en effectuant une trentaine de campagnes océanographiques, cette scientifique de terrain a conçu, avec son équipe, des outils spécifiques afin d'étudier les organismes marins au sein des environnements profonds. Elle rejoint la direction du CNRS en 2006 comme déléguée scientifique dans le département des sciences de la vie avant de prendre la tête du département environnement et développement durable en 2008. Elle supervise la mise en place du nouvel Institut Ecologie et Environnement (INEE) dont elle assume la responsabilité jusqu'en 2013. Elle est aujourd'hui chargée de mission auprès de la direction générale du CNRS et préside le Conseil d'orientation stratégique et scientifique de la flotte océanographique française.



### **Pascale JOANNOT**

Né en 1958 à Meknès au Maroc, Pascale JOANNOT mène des études d'Océanographie et d'Océanologie à l'Université d'Aix-Marseille, avant d'entamer une carrière dans l'enseignement en qualité de professeur de biologie en Nouvelle Calédonie. Ses fonctions successives sur le territoire la conduisent à intégrer le cadre d'emplois territorial des ingénieurs de recherche et à prendre la direction de l' Aquarium de Nouméa entre 1985 et 2000. Elle est aujourd'hui directrice adjointe des collections du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, en charge depuis 2000 du chantier de rénovation des collections et déléguée à l'outre-mer depuis 2006, dans le cadre d'un détachement de la fonction publique de la Nouvelle-Calédonie. Elle enseigne toujours et anime des conférences sur l'écologie, les récifs coralliens, les énergies renouvelables ... Elle est notamment la représentante du ministère de la recherche auprès de l'IFRECOR.



### **Sylvie JOUSSAUME**

Née en 1958, cette ancienne élève de l'École Normale Supérieure de jeunes filles suit des études de Physique Atomique et Statistique avant d'intégrer le CNRS en qualité de chercheur en 1983. Climatologue spécialisée dans l'étude des mécanismes des changements climatiques passés, membre du GIEC depuis le 3<sup>ème</sup> rapport en 2001, elle occupe les fonctions de directrice scientifique de l'INSU et du département Sciences de l'Univers du CNRS de 2003 à 2006 après avoir été directrice scientifique adjointe en charge du domaine atmosphère-océan de 2001 à 2003. Elle est actuellement directrice d'un consortium d'une quinzaine de laboratoires en Ile de France, le GIS « climat-environnement-



société » dont l'objectif est de renforcer les recherches interdisciplinaires sur le climat et les impacts du changement climatique. Elle est l'auteur du livre *Climat, d'hier à demain*, édité par CNRS Editions, dont la 2<sup>ème</sup> édition est parue en 2000, qui a reçu le prix Jean Rostand de « meilleur ouvrage de vulgarisation scientifique » en 1994.



### **Gérard JUGIE**

Né en 1945 à Brive la Gaillarde, Gérard JUGIE fait des études en Sciences Physiques et en Chimie avant d'intégrer le CNRS en 1970 en qualité de chercheur. Il devient directeur de recherche et délégué régional, successivement pour les régions Bretagne et pays de la Loire et Languedoc-Roussillon, avant de prendre la direction de l'Institut Polaire Français Paul-Emile Victor de 1997 à 2010. Auteur d'une cinquantaine d'articles scientifiques dans des périodiques internationaux et de nombreuses conférences et communications à des réunions internationales, il est depuis 2011 directeur de recherche Emérite au sein du CNRS.



### **Pierre JULLIEN**

Né en 1960 à Mâcon, Pierre Jullien mène des études d'histoire avant d'intégrer la rédaction du journal *Le Monde* en 1983. Il se spécialise notamment dans le domaine de la philatélie, thème pour lequel il signe de nombreux ouvrages. En 2007, il crée le blog du Monde dédié à la philatélie avec plus de 1200 articles postés dont une partie sur les émissions des TAAF. Depuis 2009, il est journaliste au supplément « Economie et entreprise » du Monde.



### **Philippe KOUUBI**

Né en 1963, Philippe KOUUBI est un enseignant-chercheur spécialisé dans le domaine des sciences de la vie et de l'environnement. Océanographe biologiste, spécialiste de l'écologie des poissons polaires, professeur de l'Université Pierre et Marie Curie, Laboratoire d'Océanographie de Villefranche et vice-président du comité scientifique de la CCAMLR (la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique), il a écrit plus d'une trentaine de publications scientifiques dans des journaux internationaux à comité de lecture depuis 2008, et produit plusieurs rapports sur l'estimation de la biodiversité marine dans la mer de Dumont d'Urville, la zone de Del-Cano Crozet et la réserve marine de Kerguelen en vue de la désignation d'Aires Marines Protégées dans l'Océan Austral.



### **Philippe DE LAMBERT DES GRANGES**

Né en 1966 à Marmande, Philippe DE LAMBERT DES GRANGES fait des études littéraires à Bordeaux avant d'intégrer l'Ecole d'Administration des Affaires Maritimes en 1990. Au sein des services déconcentrés de cette administration, il occupe successivement les fonctions d'adjoint au directeur départemental des Bouches du Rhône Marseille, de chef du quartier de Paimpol, de coordinateur de mission de sauvetage au CROSS Etel, ou encore de directeur régional adjoint de la Martinique. Après une mission au sein de l'inspection générale des services des affaires maritimes, sa carrière se poursuit en 2008 au sein de l'administration centrale du ministère en charge de l'écologie et du développement durable, d'abord en qualité d'adjoint au sous-directeur des affaires maritimes puis, depuis 2011, de sous-directeur des ressources halieutiques à la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture.



### **Patrick LEBRETON**

Né en 1963 à Saint-Joseph (île de La Réunion), Patrick LEBRETON intègre la fonction publique territoriale après des études d'histoire et de bibliothécaire, qu'il poursuit par une licence de droit public appliqué aux collectivités territoriales. Il entre en politique dès 1982, et devient maire de St-Joseph en 2001, mandat qu'il occupe encore aujourd'hui. Il est élu député (PS) en 2007 dans la 4<sup>ème</sup> circonscription de La Réunion, avant d'être réélu en 2012. Membre de la commission parlementaire des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, il est chargé début 2013 par le Président de la République d'une mission sur l'accès des ultramarins aux emplois créés outre-mer.



### **Marie-Odile MONCHICOURT**

Née en 1947, Marie-Odile MONCHICOURT suit des études d'art dramatique à Bruxelles et se destine d'abord à une carrière de comédienne, avant de s'orienter vers une carrière radiophonique en 1978 où elle débute dans l'émission *L'oreille en coin*. A partir de 1981, elle se spécialise dans le journalisme scientifique, pour France Culture, France Inter et France Info ainsi que pour la télévision, dès les années 90, en tant que journaliste-animatrice pour de nombreuses émissions scientifiques. Elle anime notamment plusieurs émissions de vulgarisation scientifique dont *Poussières d'étoiles* (1984-87) et *Archipel science* (1988-1994), ou encore l'émission télévisée *La Nuit des étoiles*. En 1998, elle participe à la création des premiers « bar des sciences », un nouvel outil pour la divulgation des sciences vers le grand public. Depuis 2005, elle s'adonne également à l'écriture et à la production de créations théâtrales.

Aujourd'hui spécialisée dans l'astronomie, elle anime sur la chaîne radio France Info les émissions de vulgarisation scientifique *Info sciences* et *Du côté des étoiles*, séquences de 4 minutes environ dans lesquelles elle interroge sur un sujet donné un chercheur ou une personnalité de la science.



### **Erik ORSENNA**

Né à Paris en 1947, Erik ORSENNA suit des études de philosophie, de sciences politiques à l'IEP de Paris, et surtout d'économie, avant de devenir chercheur et enseignant dans le domaine de la finance internationale et de l'économie du développement. Il devient conseiller au ministère de la Coopération en 1981, conseiller culturel du Président de la République de 1983 à 1984, puis nommé maître des requêtes au Conseil d'État en 1985, et conseiller d'État en 2000. Parallèlement à ces activités administratives, il a écrit dix romans, dont *L'exposition coloniale* qui lui vaut le prix Goncourt en 1988. En 2006, il effectue un voyage en Antarctique avec Isabelle AUTISSIER à bord du voilier *Ada2*, dont ils ont tiré un livre *Salut au Grand Sud*. Il est élu membre de l'Académie française en 1998.



### **Patricia RICARD**

Née en 1963, Patricia RICARD est engagée depuis plus de 20 ans dans la protection de l'environnement. Nommée administratrice de l'Institut océanographique Paul Ricard en 1986, elle en devient présidente en 2005. Fondé en 1966 par Paul Ricard, son grand-père, industriel et écologiste avant l'heure, cet Institut vise à connaître, faire connaître et protéger la mer. En 1991, Patricia RICARD crée avec Marie-Pierre Cabello, les « Mardis de l'Environnement ». Elle préside et anime toujours ce cycle de conférences mensuelles, lieu d'échanges entre experts et acteurs de l'environnement auquel le préfet administrateur supérieur des TAAF a participé le mardi 5 février 2013 sur le thème « Les pôles,

eldorados ou sanctuaires ? ». Elle est membre du conseil consultatif des Terres australes et antarctiques françaises depuis 2009.



### **Pierre SEGUIN**

Né en 1953, cet ancien élève de l'école polytechnique et de l'ENA (promotion « Michel de l'Hospital ») entre au ministère de la défense en 1979. Après avoir occupé les fonctions de sous-directeur de la préparation et de l'exécution du budget, puis de directeur adjoint des services financiers, il devient contrôleur des armées en 1996 puis contrôleur général en 2000. Il mène en parallèle une carrière interministérielle qui le conduit du ministère des affaires étrangères (conseiller à l'ambassade de France en Bolivie) au ministère de l'écologie et du développement durable (conseiller budgétaire au cabinet de la ministre) en passant par le ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat (conseiller en cabinet ministériel, délégué-adjoint aux usagers et aux simplifications administratives). Il retrouve le ministère de la défense en 2007 où il occupe aujourd'hui les fonctions de chef du groupe IS, chef de l'inspection du travail dans les armées. Il entre au conseil consultatif des TAAF en 2012.



### **Lucia Sala SIMION**

Née à Milan, Lucia Sala SIMION est une reporter et photographe scientifique italienne, installée à Paris depuis 1996. Diplômée de médecine, qu'elle pratique quelque temps en Italie, elle se tourne vers la photographie et le reportage scientifique. Pratiquant la plongée sous-marine, elle débute cette carrière avec des reportages sur les fonds sous-marins des zones tropicales. De 1996 à 1997, en s'installant à Paris, elle travaille pour l'agence Sygma avant d'officialier pour Bayard presse et Time Magazine. À partir de 1997, elle se passionne pour les îles sub-antarctiques et le continent Antarctique. De fin 1999 à début 2003, elle suit les trois campagnes d'été nécessaires à la construction de la base Concordia sur le Dôme C, dont elle tire un documentaire intitulé *Dôme C, un village au cœur de l'Antarctique*. En 2006, elle réalise des prises de vues en hélicoptère des îles sub-antarctiques françaises pour la réalisation d'un carnet de timbres pour les Terres australes et antarctiques françaises. Elle récidive en 2009 avec un carnet philatélique dédié aux îles Eparses, suite à la première rotation du Marion Dufresne II dans le 5<sup>ème</sup> district des TAAF. Ses articles et reportages sont repris dans de nombreux magazines de vulgarisation scientifiques ou d'actualités dans le monde.



### **Agnès Rachel VINCE**

Née à Paris en 1959, Agnès Rachel VINCE décroche un DEA d'histoire et civilisations avant d'être reçue en 1989 au concours d'architecte-urbaniste de l'Etat. Sa carrière dans la fonction publique de l'Etat la conduit à superviser l'aménagement des sites universitaires d'Île de France auprès du ministère de l'enseignement supérieur, à mener une mission d'inventaire général du patrimoine culturel pour le compte du ministère de la culture et de la communication, ou encore à accompagner les évolutions de l'ingénierie publique des directions départementales des territoires pour le ministère en charge de l'aménagement du territoire. Elle occupe depuis 2008 le poste de sous-directrice du littoral et des milieux marins au sein de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'écologie.



### **Philippe WEBER**

Né en 1956 à Strasbourg, Philippe WEBER intègre la marine nationale en 1979 au sein des forces navales de surface. Jusqu'en 2004, il alterne les affectations embarquées, dont le commandement de la frégate Nivôse basée à La Réunion, avec des responsabilités de bureau, au sein du service d'information et de relations publiques du ministère de la défense, de la division télécommunication, système d'information et de commandement de l'Etat-major des armées, ou encore du cabinet du chef d'état-major de la marine. Il est admis dans le corps militaire du contrôle général des armées en 2007, et affecté à partir de 2013 au groupe de contrôle des forces et organismes de soutien – suivi du service de santé des armées.



### **Agnès VON DER MÜHLL**

Née en 1966 à Paris, Agnès VON DER MÜHLL suit des études de sciences politiques et de droit communautaire à Paris, avant d'entrer au ministère des affaires étrangères en 1992. Plusieurs postes à l'étranger (Vienne, Washington, Berlin) lui permettent d'affirmer ses compétences dans le domaine de la communication et du droit international. Admise à l'ENA en 2002, cette conseillère des affaires étrangères, occupe depuis 2012 les fonctions de sous-directrice du droit international public au sein de la direction des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères.

